

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(4^e édition. – Mars 2003)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome III : ETAM
(4^e édition. – Juin 2003)

ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 2004
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(PICARDIE)
NOR : *ASET0550341M*
IDCC : 1702, 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Picardie,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats CFDT ;

L'union régionale des syndicats CFTC ;

L'union régionale des syndicats FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application des dispositions prévues au chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1^{er} avril 2005, pour les ouvriers occupés par les entreprises de travaux publics ressortissant de l'organisation patronale signataire :

1.1. Indemnité de repas : 8,25 €.

1.2. Indemnité de transport :

- zone 1 (0 à 10 kilomètres) : 1,11 € ;
- zone 2 (10 à 20 kilomètres) : 3,33 € ;
- zone 3 (20 à 30 kilomètres) : 5,55 € ;
- zone 4 (30 à 40 kilomètres) : 7,77 € ;
- zone 5 (40 à 50 kilomètres) : 9,99 €.

1.3. Indemnité de trajet :

- zone 1 (0 à 10 kilomètres) : 1,10 € ;
- zone 2 (10 à 20 kilomètres) : 2,20 € ;
- zone 3 (20 à 30 kilomètres) : 3,30 € ;
- zone 4 (30 à 40 kilomètres) : 4,40 € ;
- zone 5 (40 à 50 kilomètres) : 5,50 €.

Article 2

Conformément à l'article 4 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 21 juillet 1965, les valeurs relatives aux transports et repas s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Article 3

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, conformément à l'article R. 132 et L. 132-10 du code du travail.

Fait à Amiens, le 21 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)